CAMPAGNE MODE D'EMPLOI

Seuls ceux qui mèneront une campagne délibérément pro-européenne, critique mais sans démagogie nationaliste et partisane, constructive et concrète, pourront gagner sur le Front national et rendre service à la France comme à l'Europe.

© DR

Philippe Herzog
Président fondateur
de Confrontations Europe

Les élections européennes sont dévoyées par ceux qui en font un enjeu étroitement national. Face aux populistes, les citoyens sont fragiles. Beaucoup confondent l'intérêt de la France et celui de l'Europe. Il en sera autrement quand notre éducation et notre information nationales seront ouvertes aux autres Européens, à leurs cultures et leurs intérêts propres. Il en sera autrement quand les élections nationales et européennes seront synchronisées, précédées d'un débat public paneuropéen approfondi, quand les listes de candidats seront mixtes, avec des Européens non français aux côtés des nôtres.

D'ici le 25 mai, seuls ceux qui mèneront une campagne délibérément pro-européenne, critique mais sans démagogie nationaliste et partisane, constructive et concrète, pourront gagner sur le Front national et rendre service à la France comme à l'Europe. Une très large majorité de nos concitoyens savent ou devinent que nous ne pourrons résoudre nos propres problèmes sans une Europe plus unie et plus forte.

Ne laissons pas monopoliser la campagne par ceux qui font de « Bruxelles » un bouc émissaire.

> « Si nous n'étions pas dans l'euro nous serions laminés »

Ne laissons pas monopoliser la campagne par ceux qui font de « Bruxelles » un bouc émissaire.

Ils seront beaucoup à attaquer « Bruxelles », présumée coupable d'imposer des politiques d'austérité. Combien de partis auront le courage de reconnaître que les institutions européennes sont justifiées à nous demander de réduire nos déficits et relever notre compétitivité ?

La France et ses gouvernements depuis trente ans sont responsables du caractère insoutenable de nos dettes : elles n'ont pas servi à rehausser notre potentiel de croissance, au contraire il s'est constamment ralenti, aujourd'hui à 1 % environ, et l'avenir est très mal préparé. Actuellement, comme les autres pays de l'eurozone nous avons la chance de financer nos déficits à des taux d'intérêt historiquement bas, grâce à la Banque centrale européenne qui a calmé provisoirement les marchés en défendant l'intégrité de la zone euro. Si nous n'étions pas dans l'euro nous serions laminés, la cure d'austérité serait violente.

L'Union a engagé de grandes réformes pour prévenir une nouvelle crise financière. Ainsi le commissaire Barnier en charge du dossier et le Parlement européen ont entrepris la construction d'une Union bancaire, en s'opposant maintes fois aux gouvernements d'Allemagne et de Grande-Bretagne, entre autres. Cela étant, faute d'une reprise de l'investissement, le désendettement peut être dépressif. Trop d'incertitude, trop de fragmentation du grand marché, trop de rivalités entre États font obstacle à une reprise durable de croissance. Et si la gouvernance de la Troïka (Commission, BCE, FMI) n'est pas sans faute vis-à-vis des pays dits « périphériques », c'est aussi parce que la solidarité des grands États à leur égard s'est réduite à de nouveaux prêts. La BCE a l'intention d'ajuster la politique monétaire pour soutenir l'activité et l'investissement avec des mesures non conventionnelles, mais il ne faut pas tout lui demander. L'Union devra faire beaucoup plus pour la croissance et l'emploi, mais la France n'a pas encore présenté de projet sérieux, et elle doit se rendre plus crédible si elle veut entrainer l'Allemagne.

La politique annoncée du nouveau gouvernement va dans le bon sens mais la réforme de l'État, qui conditionne le changement du modèle économique et social français, reste à engager. Elle devra faire l'objet d'une entente nationale.

La France ne doit pas se contenter d'exhorter l'Union à bâtir la croissance, elle doit présenter une contribution sérieuse.

Pour investir et faire reculer les fléaux du chômage massif et de la précarisation, l'Union a besoin de politiques communes dans les domaines vitaux de la formation, l'innovation, l'industrie, le budget... ce qui exige que nous partagions nos souverainetés nationales. L'Union doit non seulement avoir mandat de coordonner les politiques nationales, mais aussi d'harmoniser la fiscalité, de bâtir des réseaux de coopé-

La France ne doit pas se contenter d'exhorter l'Union à bâtir la croissance, elle doit présenter une contribution sérieuse.

ration sur le grand marché, de s'attaquer aux immenses carences éducatives et de formation, et anticiper les mutations technologiques et professionnelles. Elle doit mettre en œuvre une stratégie européenne pour l'innovation et la nouvelle révolution industrielle, afin de réussir la décarbonation de l'économie, l'appropriation du numérique, la régénération des espaces urbains et ruraux, le renouvellement des avantages comparatifs de l'Union dans la compétition mondiale. Les masses d'investissements nécessaires peuvent être financés si on bascule l'épargne et les liquidités dans leur direction, en transformant le système d'intermédiation financière et de marché de façon à mutualiser les ressources et partager les risques. Ceci doit s'engager dès maintenant, sans attendre les réformes institutionnelles et des Traités qui seront nécessaires en chemin pour servir ces politiques.

L'euro est vilipendé dans le débat intérieur. Pourtant il nous a protégé, tout en servant de parapluie pour les dérives nationales en Grèce et ailleurs. Mais le Traité de Maastricht était bancal : il a créé une Union monétaire sans Union économique. La crise a révélé cette faille mais les tentations du retour à avant Maastricht sont illusoires et dangereuses. Pour que l'Europe se redresse dans le contexte de la mondialisation, la seule voie possible est de bâtir l'Union économique. Cela exige de grandes réformes de structures : l'Union bancaire, une capacité budgétaire et un gouvernement économique pour la zone euro, un *New deal* pour les investissements d'avenir.

Tous les Européens doivent apprendre les uns et les autres ce que solidarité veut dire pour accomplir ces tâches. Aujourd'hui l'Allemagne pilote l'Union intergouvernementale, elle demande une discipline et défend ses propres intérêts, ses avantages comparatifs. Les Français demandent la protection de leurs « acquis » et croient trop souvent que les élargissements sont la cause de leurs maux, alors que l'Europe n'a de sens qu'unie dans la diversité et nous incite avec raison à conjuguer compétitivité et solidarité, à nous ouvrir à nos voisins et au monde.

Les élections de 2014 devront donner le signal d'une démocratisation des institutions communautaires avec la responsabilisation des dirigeants et la participation des citoyens.

L'Union souffre de vices de construction. En caricaturant un peu, elle a été construite pour les citoyens mais sans eux. Et la gouvernance par les règles ne supplée pas au manque de pilotage.

L'urgence est d'enrayer la prédominance de la méthode intergouvernementale, puisque ce sont les gouvernements nationaux qui font obstacle aux nouvelles politiques communes et ne consentent les réformes que le dos au mur. Le Conseil européen n'est pas vraiment légitime : les chefs de gouvernement sont issus du suffrage national pour servir des mandats nationaux, ils ne sont contrôlés que par des élus nationaux et les États font écran entre les citoyens et l'Europe. Il faut exiger qu'ils soient responsables d'un agenda clair et lisible par tous les Européens et qu'ils rendent régulièrement compte de leurs actes. Sachant que le décrochage des citoyens et l'absentéisme aux élections européennes sont d'abord la conséquence du déficit démocratique national, exigeons du gouvernement français qu'il prenne l'engagement de créer les conditions pour que partout en France la connaissance, l'information et l'accès à l'Europe soient possibles pour chacun de nous.

Le Parlement européen a gagné en pouvoir de codécision, mais il reste éloigné des populations. Il doit créer un lien permanent avec les parlements nationaux, entre les sociétés nationales et les institutions communautaires. Nos élus devront assumer un devoir de présence et d'information auprès des populations, c'est indispensable quand il faut bâtir des réseaux, des coopérations multiples, des politiques communes.

> Le Parlement européen doit créer un lien permanent avec les parlements nationaux

Les élections de 2014 devront donner le signal d'une démocratisation des institutions communautaires avec la responsabilisation des dirigeants et la participation des citoyens.

La Commission tend à être ravalée au rôle d'une administration, elle y contribue aussi elle-même quand elle abuse des normes et des procédures technocratiques. Or c'est elle qui a pouvoir d'initiative et de coordination politique. Il faut lui redonner légitimité et autorité au service de l'intérêt européen, mais cela exige de la débureaucratiser et la rapprocher des citoyens. Un enjeu indirect des élections européennes est le choix du nouveau président de la Commission. Les dirigeants des partis européens ont déjà présenté leurs candidats. Espérons des programmes concrets et un débat pan-européen effectif pour donner du lustre à la campagne et intéresser les citoyens. Ces élections doivent exprimer l'ambition d'un nouveau départ pour l'Europe.

23 avril 2014